

## Message du Nouvel An du Général Moussa Traoré

# LE TRAVAIL QUI NOUS INCOMBE EST IMMENSE ET NOUS DEVRONS L'ACCOMPLIR D'ABORD ET ESSENTIELLEMENT PAR NOUS - MEMES

• Maliennes,  
Maliens,

C'est dans les épreuves et l'adversité que l'on mesure le mieux le courage, la cohésion et la grandeur d'un peuple.

Du 22 septembre 1960 à ce jour, le peuple malien a été appelé à affronter des épreuves diverses, des épreuves aussi redoutables les unes que les autres.

A chaque fois notre peuple a triomphé, grâce précisément à son courage et à sa cohésion.

— 1980 dont nous vivons maintenant les dernières heures a cependant été pour les Maliennes et les Maliens une année singulièrement difficile, une année de grandes souffrances et de privations.

J'avais tenu à vous mettre en garde lorsque nous abordions cette année 1980, face aux difficultés qui se profilaient alors à l'horizon.

Nos populations ont en effet en 1980 partout souffert d'une très grave disette, elles ont souffert d'un manque presque généralisé d'eau; elles ont aussi souffert de désordre, d'égarement et de démagogie.

Comme si le poids déjà écrasant de l'inflation, de la facture pétrolière et de la récession mondiale ne suffisait pas, notre pays qui appartient à la zone du Sahel, a enregistré un retour en force de la sécheresse avec toutes les conséquences terribles qui en découlent. Et aujourd'hui, après un hivernage marqué lui aussi par un très lourd déficit pluviométrique, tout nous convie à nous préparer à affronter de nouvelles épreuves.

Tout comme sa devancière, la campagne agricole 1980-1981 a été profondément perturbée par les aléas climatiques.

Au démarrage très tardif de l'hivernage et aux fortes quantités d'eau de fin juillet-début août entravant les labours et les semis dans les casiers rizicoles, est venu s'ajouter l'arrêt prématuré des pluies en septembre, au moment où les cultures de mil et de maïs avaient le plus besoin.

Les crises des fleuves Niger et Sénégal et de leurs affluents ont été parmi les plus terribles enregistrées au cours des dix dernières années.

Les cultures vivrières ont été les plus durement affectées par la situation. Plusieurs

parcelles mil-sorgho-maïs-riz ont ainsi séché en herbe, rappelant le triste spectacle des années 1973-1974. Il en résulte un déficit céréalier énorme.

Le bétail de son côté n'a guère été épargné. Durement affecté par une saison sèche anormalement longue, il a subi des pertes importantes dans le Nord des 1ère et 2e Régions et en 6e et 7e Régions.

Toujours est-il qu'au Mali et dans les autres pays du Sahel l'on assiste à un véritable phénomène de désertification qui devrait retenir l'attention de manière particulière.

Il s'agit là d'un phénomène extrêmement grave contre lequel nous nous devons d'engager très rapidement une lutte sans merci. La protection de notre couvert végétal s'impose tel comme une action prioritaire et c'est dans ce cadre que se situe l'interdiction absolue des feux de brousse dans notre pays.

Comme je l'ai déjà souligné, allumer un feu de brousse pour brûler les herbes et calciner les arbres sera désormais considéré au Mali comme un crime et châtié comme tel.

Toutes les autorités concernées à quelque niveau qu'elles se trouvent et tous les citoyens maliens doivent se considérer comme mobilisés en vue de mener une lutte énergique contre les feux de brousse.

Plus que jamais la sécheresse apparaît comme l'un des problèmes brûlants auxquels il nous revient de faire face.

Dans notre lutte contre ce terrible fléau, nous avons été conduits à lancer un appel à la solidarité et à l'aide de la communauté internationale et celle-ci a, dans une certaine mesure, répondu à notre appel.

L'aide reçue au niveau des différents pays du Sahel est certes loin de couvrir nos besoins, des besoins qui sont importants, mais le devoir nous incombe de saluer ce noble geste de solidarité et d'exprimer notre gratitude à tous ceux qui ont bien voulu nous assister.

Mais, ce qu'il est surtout important de souligner, c'est que dans cette très dure

*Le Général Moussa Traoré : compter de plus en plus sur nous-mêmes, sur nos capacités de mobilisation, d'organisation, de travail et de production.*

épreuve que nous subissons, nous nous devons de compter de plus en plus sur nous-mêmes, sur nos capacités de mobilisation, d'organisation, de travail et de production.

Nous nous devons de mettre en valeur toutes nos ressources hydrauliques, d'exploiter au maximum nos infrastructures et nos équipements de même que nos immenses potentialités.

Au niveau du Sahel, nous nous devons de procéder à l'édification d'un système de sécurité alimentaire cohérent et efficace, en constituant chaque fois que cela est possible des réserves alimentaires nationales et régionales qui permettront de mettre les populations à l'abri de la pénurie en cas de mauvaise pluviométrie.

Au niveau particulier du Mali, nous devons passer avec nous-mêmes et gagner ce pas difficile mais non impossible, à savoir, refaire du

Mali le grenier de l'Ouest Africain.

Non seulement la faim peut et doit être vaincue à très court terme dans notre pays mais nous devons pouvoir, grâce aux efforts que nous allons déployer et tout ce que nous allons produire en conséquence, libérer les populations des autres pays de la région de la hantise de la faim.

Mais pour l'heure, nous nous devons de nous organiser pour faire face à la grave situation de pénurie alimentaire que nous sommes encore appelés à vivre.

L'aide internationale, encore une fois, n'est et ne peut être qu'un appoint, un complément. Elle est de surcroît provisoire. Il faut que nous comprenions que l'essentiel, la véritable solution, ne peut venir que de nous-mêmes.

Si nous ne produisons pas nous-mêmes et si ceux qui

produisent ne mettent pas leurs productions à la disposition des autres Maliens en acceptant de les commercialiser, nous connaîtrons sans aucun doute des moments encore plus difficiles.

Ce sont d'abord les Maliens qui doivent faire preuve de solidarité vis-à-vis d'autres Maliens qui en ont besoin. L'attrait du gain est certes compréhensible mais lorsqu'on est citoyen d'un pays, lorsqu'on appartient à une communauté, on doit accepter de faire preuve d'un sens minimum de solidarité et, accepter de commercialiser sa production, est précisément un acte de solidarité, de solidarité nationale.

De même, les spéculateurs doivent mettre fin à leur vil comportement, dans leur propre intérêt, car nous ne pouvons accepter que des Maliens qui ont fait de l'argent leur seul maître et leur seule raison de vivre, viennent exploi-

ter les difficultés d'autres Maliens.

Je renouvelle donc l'appel lancé l'année dernière en mettant chacun devant ses responsabilités.

.. Au cours de l'année 1981, le Parti et le Gouvernement axeront également de façon particulière leurs efforts dans les trois directions suivantes :

— le lancement du nouveau Plan Quinquennal 1981-85 ;

— le redressement du secteur d'Etat ;

— l'amélioration de la situation des travailleurs.

La préparation de notre nouveau Plan Quinquennal de Développement Economique et Social 1981-1985 se poursuit.

Les travaux des Commissions Régionales de Planification ont démarré depuis le mois de novembre 1980. Quant aux travaux des Commissions Nationales de Planification, leur démarrage est lui aussi imminent.

Des dispositions sont prises aux fins d'adapter nos structures de planification aux réalités du pays et permettre la préparation du nouveau Plan conformément à nos orientations du Parti et du Gouvernement.

Un certain nombre d'études sont par ailleurs en cours. Les résultats de ces études qui portent entre autres sur l'adéquation de la formation à l'emploi et les perspectives de financement du prochain Plan, devraient orienter et servir très utilement les Commissions de Planification.

Quoi qu'il en soit, tout sera mis en œuvre pour que le lancement de notre Plan Quinquennal 1981-1985 s'effectue dans les meilleures conditions dans le courant des premiers mois de 1981.

.. Le Parti et le Gouvernement sont à l'heure actuelle attelés au redressement et à l'assainissement de notre secteur d'Etat et sont plus que jamais déterminés à prendre toutes les mesures nécessaires dans ce sens, quelque douloureuses qu'elles soient. Mais ils agissent avec le plus grand discernement et veilleront à préserver au mieux les intérêts des travailleurs.

(Suite en page 3)



# MESSAGE DU NOUVEL AN DU GENERAL MOUSSA TRAORE

(Suite de la page 2)

Les mesures à prendre visent essentiellement à réorganiser les structures des différentes sociétés et entreprises, à améliorer leur gestion courante, à assainir leur environnement, à les protéger et à leur assurer l'assistance financière indispensable pour leur équilibre et leur dynamisation.

La conjonction de ces différentes mesures permettra de procéder à des redressements cas par cas dans l'harmonie et l'équité sociales et d'atteindre à plus de production et de productivité.

Comme cela se conçoit et comme cela se doit, le Parti et le Gouvernement restent profondément préoccupés par le sort des travailleurs de notre pays, ceux-là qui sont les premières victimes de la mauvaise conjoncture économique que le monde traverse depuis quelques années.

Du fait de l'interdépendance étroite des économies, le Mali comme tous les autres pays en développement subit très lourdement et de façon dramatique les retombées de cette conjoncture qui frappe en premier lieu les travailleurs.

Le souci fondamental et constant du Parti et du Gouvernement est de préserver par tous les moyens possibles le pouvoir d'achat du travailleur et son niveau de vie ; c'est aussi de veiller le plus près possible sur ses conditions de vie et de travail parce qu'il est celui qui produit et contribue directement à la bonne marche de l'Etat.

Les mesures intervenues cette année en matière de révision des taux des différentes allocations, en matière de revalorisation du Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti et du Salaire Minimum Agricole Garanti, de même que l'augmentation des salaires de base de 10 % en attestent.

Tout ce qui touche le travailleur touche l'Etat et, de même, tout ce qui touche l'Etat touche le travailleur. Leurs sorts sont plus que liés ; ils sont confondus.

Les difficultés auxquelles l'Etat peut se trouver confronté sont automatiquement et directement répercutées sur les travailleurs et ce n'est qu'en dialoguant et en œuvrant ensemble qu'ils peuvent arriver à faire front et à améliorer leur situation commune.

Aussi il est du devoir de l'Etat de se pencher sur le

sort de ses travailleurs avec attention et sollicitude, autant les travailleurs se doivent de formuler leurs revendications à la lumière des réalités du pays et des possibilités de l'Etat.

Je l'ai déjà dit et je le répète : si l'Etat malien en avait les moyens, les mesures adéquates auraient depuis longtemps été prises en faveur des travailleurs.

Et l'assurance que je voudrais donner est que le Parti et le Gouvernement demeurent plus que jamais sensibles au sort des travailleurs et convaincus de la nécessité de l'améliorer. Les modalités de cette amélioration sont à l'étude et elle interviendra dès que possible, mais encore une fois sur la base exclusive des moyens dont l'Etat dispose.

Maliennes,  
Maliens.

Après 1980 qui a vu l'Union Démocratique du Peuple Malien effectuer ses premiers pas, relever les lacunes existantes et prendre la décision de leur apporter immédiatement les remèdes nécessaires, l'année 1981 sera quant à elle pour notre Parti l'étape de la vérité.

Le mois de février 1981 sera en effet marqué par deux événements particulièrement importants pour l'Union Démocratique du Peuple Malien : d'abord la session extraordinaire du Conseil National consacrée aux problèmes économiques, session prévue pour les 5 et 6 février, ensuite et surtout le Congrès Extraordinaire qui se tiendra, comme cela a déjà été annoncé, les 10, 11 et 12 février.

Attendu avec espoir par les militantes et les militants, ce Congrès Extraordinaire de notre Parti revêtira une portée historique, parce qu'il sera le Congrès de la vérité, de la mobilisation et de la dynamisation, parce qu'il contribuera à rapprocher le Parti et le Militant, à renforcer la considération et la confiance du Militant vis-à-vis de son Parti, parce qu'il permettra aux cadres politiques et administratifs de faire la part des choses, de mieux appréhender les problèmes qui se posent et d'aider à leur trouver les véritables solutions.

En ce qui me concerne, je prends l'engagement, en ma qualité de Secrétaire Général du Parti, de veiller à ce que ce Congrès de février atteigne les objectifs qui lui sont assignés et réalise les aspirations légitimes des militants.

dans l'intérêt de notre Parti, de notre pays et de notre peuple.

Au plan international, l'évolution de la situation au Tchad, au Sahara Occidental, en Namibie et au Moyen-Orient a particulièrement retenu notre attention.

Le drame que vit depuis quelques années le peuple tchadien et qui est un drame partagé par tous les peuples africains nous afflige et nous préoccupe.

Après les derniers développements de cette crise, nous formulons le vœu qu'ils conduisent enfin à son règlement définitif, en sauvegardant l'indépendance du pays, son intégrité territoriale et les intérêts fondamentaux du peuple tchadien.

Notre pays qui est membre du Comité ad-hoc de l'Organisation de l'Unité Africaine, a clairement défini sa position sur la question du Sahara Occidental.

Nous sommes pour le respect strict du droit international du peuple sahraoui à l'autodétermination et nous demeurerons prêts à apporter notre contribution loyale dans la recherche d'une solution juste et définitive, sur la base des principes de la Charte de l'ONU et de l'O. U. A.

Nous lançons donc à nouveau un appel pressant pour que triomphe la voix de la raison et que de part et d'autre l'on œuvre pour une application juste et rapide de la recommandation du Comité ad-hoc de l'O. U. A., à savoir l'organisation d'un référendum juste et général, avec l'observation d'un cessez-le-feu sous la supervision des Nations Unies.

En Namibie, après l'éclatante victoire du Front Patriotique au Zimbabwe, la lutte de libération a pris une signification et une ampleur plus grandes et l'évolution rapide de la situation ne cesse de préoccuper le régime de Pretoria et ses alliés.

Pour notre part, nous dénonçons et condamnons énergiquement les manœuvres désespérées auxquelles se livre l'Afrique du Sud en tentant d'imposer un prétendu « règlement interne » aux fins de perpétuer son occupation illégale du territoire namibien.

Tout en réitérant notre appui ferme et inconditionnel à la glorieuse lutte que mène le vaillant peuple namibien sous la direction de la SWA-



Le Général Moussa Traoré : le Congrès Extraordinaire sera le Congrès de la vérité, de la mobilisation et de la détermination.

P. O. son unique et authentique représentant, nous continuons à considérer que tout règlement négocié de la question namibienne devrait être conforme aux dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée Générale et du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies.

A cet égard, nous formulons le vœu que la Conférence sur la Namibie qui se tiendra à Genève du 7 au 14 janvier 1981 en vue de la mise en œuvre du Plan de l'ONU pour l'indépendance du territoire débouche sur des résultats concrets et apporte enfin une solution juste au problème namibien.

Au Moyen-Orient, aucune évolution positive n'a été enregistrée du fait de la politique expansionniste d'Israël et de son refus de reconnaître les droits nationaux du peuple palestinien.

Alors que le monde entier s'est fait à la réalité palestinienne, Israël s'obstine à nier cette réalité et à dénier l'existence de la communauté internationale par des décisions telles que celle prétendant faire de Jérusalem sa capitale éternelle et indivisible.

Le Mali, convaincu que le juste règlement de la question palestinienne conditionne l'avènement de la paix au Moyen-Orient, est plus que jamais solidaire du peuple palestinien.

C'est enfin avec une vive préoccupation que le Mali suit la guerre fratricide qui depuis des mois met aux prises l'Irak et l'Iran, deux pays islamiques et non-alignés, de

succroît voisins, que tout rapproche et unit.

Cette guerre, qui ouvre une brèche dans le front de lutte des pays en développement, doit à tout prix cesser sans tarder, dans l'intérêt des peuples irakien et iranien et dans celui de tous les autres peuples, à quelque hémisphère qu'ils appartiennent.

Aussi, force m'est-il de renouveler l'appel que j'ai lancé en novembre dernier au Koweït à la faveur de la 4<sup>e</sup> Conférence du Club du Sahel.

Il faut que les armes se taisent, que les destructions et les souffrances prennent fin et que les deux parties se retrouvent autour de la table de négociations pour trouver une solution juste et pacifique à leur différend.

Maliennes,  
Maliens.

Je viens d'effectuer en 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> Régions une visite particulièrement instructive qui m'a permis de prendre directement contact avec les réalités locales et les problèmes qui se posent aux populations de ces Régions.

Ils nous donnent la mesure de tout ce qu'il nous reste à faire dans notre pays. Le travail qui nous incombe ainsi est immense et c'est nous, Maliens, qui devons l'accomplir et qui pourrions l'accomplir, avec l'aide certes de nos amis, mais d'abord et essentiellement par nous-mêmes.

Il nous faudra pour y parvenir une triple prise de

conscience au niveau de notre peuple :

— prise de conscience de l'ampleur des problèmes qu'il nous faut résoudre ;

— prise de conscience de la nécessité de nouveaux efforts nationaux ;

— prise de conscience de la nécessité du renforcement de la participation populaire en même temps que la solidarité nationale.

La morosité, la résignation, l'attentisme et l'abandon doivent faire place à la mobilisation, à l'abnégation, à la participation intelligente, dynamique et concertée de toutes les Maliennes et de tous les Maliens.

1981, vous le savez, s'annonce comme une autre étape qu'il nous faudra affronter avec tout notre courage et toute notre foi.

Mais, avec cette cohésion qui a toujours fait notre force, nul doute qu'à nouveau nous triompherons.

A vous tous, Maliennes et Maliens, je voudrais enfin au seuil du Nouvel An, vous adresser mes vœux les meilleurs de Bonne et Heureuse Année !

Je souhaite surtout que 1981 soit pour chacun de vous une année de paix et de bonne santé pour vous permettre d'être toujours disponibles pour servir notre cher pays et apporter votre précieuse contribution dans la grande et redoutable œuvre de construction nationale.

Vive le Mali !  
Vive la République !